

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant levée de mise en demeure**  
**à l'encontre de la société SOUFFLET AGRICULTURE pour ses activités de stockage de céréales**  
**exploitées au lieu-dit « Les Grandes Ratonnières »**  
**sur la commune de SAINT-MEDARD-D'AUNIS (17220)**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2024 mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE située au lieu-dit « Les Grandes Ratonnières » à SAINT-MEDARD-D'AUNIS (17220) ;

**Vu** la visite d'inspection du 24 avril 2025 réalisée au lieu-dit « Les Grandes Ratonnières » sur la commune de SAINT-MEDARD-D'AUNIS (17220) ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 1er juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, et indiquant que ce dernier a mis en œuvre les actions correctives sur les points de non conformité constatés lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024 et pour lesquels il a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 30 septembre 2024 ;

**Considérant** en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2024 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRÊTE**

**Article 1**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2024 susvisé sont abrogées.

## Article 2

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [telerecours.fr](http://telerecours.fr) ».

## Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société SOUFFLET AGRICULTURE .

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Monsieur le Maire de Saint-Médard d'Aunis,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le - 9 JUL. 2025

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON